

La guerre balkanique de 1912-1913 eut des effets particulièrement désastreux. Outre que la Bulgarie fut dépouillée de la plus grande partie de ses conquêtes par ses anciens alliés, elle perdit en tués 30.000 hommes et 53.000 autres furent blessés, et cela en même temps qu'elle supportait des frais énormes sans compensation valable. Ceci constitue, avec la défaite de 1918, un argument solide pour les nationalistes qui n'admettent pas les amputations successives, en 1913, de la Dobroudja et en 1918, de la Thrace et de la Macédoine.

Ferdinand avait nettement l'impression que l'entrée de la Bulgarie dans la guerre européenne ne serait pas approuvée par l'ensemble de la population. Le parti d'opposition, dont Stamboulisky était une figure marquante, fut tellement menaçant, qu'aussitôt, on ajouta illégalement un nouvel article au code de Justice militaire qui permit d'emprisonner les principaux chefs.

La renommée de Stamboulisky ne connut plus de limites, quand, la guerre terminée dans une défaite, le roi Ferdinand dut abdiquer en faveur de son fils Boris, le parti agricole, dont il était le chef, connut de véritables succès et, en 1920, les élections donnèrent les résultats suivants :

Agriculteurs: 110; Communistes: 42; Démocrates: 21; Narodniacki et Progressistes réunis: 21; Radicaux (démocrates dissidents): 8; Socialistes larges: 7; Nationaux libéraux: 6.

Ainsi qu'on peut le constater, ce fut une réaction dont les Nationaux-Libéraux, responsables de l'entrée en guerre de la Bulgarie, furent les victimes. Mais Stamboulisky, sûr de sa majorité au Parlement, contre tous, les autres partis réunis, exerça une effroyable dictature qui se fit au profit des paysans sur les autres parties de la population. Le parti agricole se composait, en 1921, de 121.000 membres, dont 3.268 seulement étaient des paysans pauvres. Le dictateur s'appuyant sur une majorité, de paysans, éparses, essaya de se garantir contre les prochaines élections en édictant une loi électorale et des mesures policières contre les partis bourgeois, en même temps qu'il interdisait aux ouvriers et aux paysans pauvres d'améliorer leur situation. Ses principaux actes furent la répression sanglante de la grève des ouvriers du transport ; la mise du parti communiste hors la loi ; la fusillade de nombreux ouvriers, et la condamnation de milliers d'autres. La presse ouvrière étant gênante pour lui, il l'interdit, sans souci des principes démocratiques.

Ayant à satisfaire aux obligations du traité de Neuilly, il imposa à la population pauvre de rudes sacrifices, ce qui lui fit conquérir l'estime des nations victorieuses. Ennemi de la propriété entre les mains de ses adversaires, il déposséda quelques grands propriétaires au profit des membres de son parti. La journée de huit heures, conquise par la classe ouvrière, fut abolie et les grèves interdites, pendant que le fascisme qu'il protégeait, s'exerçait, en 1921, à la destruction de la Maison du Peuple de Sofia.

Les fonctionnaires ne connurent aucune tendresse ; pour eux, il fut impitoyable, les affamant d'abord, puis que les salaires avaient subi une augmentation moyenne de 3.400 0/0 contre 700 0/0 seulement pour les fonctionnaires des différentes catégories ; les licenciant ensuite pour les remplacer par des hommes à lui.

Les Macédoniens, réfugiés au nombre de 300 ou 400.000 furent traqués, sur l'ordre de la Serbie, qui craignait le mouvement nationaliste Macédonien, grave pour les territoires qu'elle s'était vu attribuer par le traité de Neuilly.

Il était inévitable que le pronunciamiento se produisit. Le mouvement communiste, fortement réprimé, incitait

ses membres à la prudence et il ne pouvait être question pour eux d'appuyer les partis bourgeois. Mieux valait rester dans l'expectative et marquer les coups. Parmi ses ennemis, Stamboulisky pouvait compter le parti National Libéral, dont M. Radoslavov est le chef exilé, lequel fut mis en accusation comme un des responsables de l'entrée en guerre de la Bulgarie en 1918 ; et enfin, les Macédoniens, qui furent ses victimes, ayant pour chef Todor Alexandroff.

Il ne pouvait opposer à ces éléments que les forces de son parti, trop dispersées et désarmées par les conditions du traité de Neuilly, qui avait réduit l'armée à 20.000 hommes, recrutés par engagement de 12 années (12.000 seulement avaient répondu aux appels). Cette formule fermait l'entrée aux éléments paysans, peu soucieux d'abdiquer leur indépendance pour un temps aussi long et l'ouvrait à tous les officiers de compléments, fonctionnaires mécontents, ouvriers sans travail et Macédoniens réfugiés. Les troupes prenaient garnison dans les villes et l'activité du parti nationaliste libéral eut sur elles une très grande influence.

Le moment choisi était opportun. Stamboulisky était à la campagne, et son talent de dictateur tribun ne pouvait s'exercer que dans le désert, ou seulement en dehors des grosses agglomérations. L'usage du télégraphe lui était enlevé, et la révolution, réglée d'avance, ne connut dans les villes aucune opposition, le parti communiste ne voulant pas intervenir dans ce débat entre bourgeois.

En définitive, rien d'extrêmement important. Dans les premiers jours, les chancelleries ont commencé à s'agiter sous l'influence des agents de Stamboulisky et, petit à petit, le nouveau gouvernement promettant 1° l'exécution loyale des clauses du traité, 2° d'appuyer sa politique intérieure sur tous les partis politiques, à l'exclusion du parti communiste, tout rentra dans l'ordre bourgeois. Le dictateur mort, les partisans trop en vue avaient à choisir entre l'exil et servir les nouveaux maîtres, beaucoup ont accepté la seconde solution.

La Yougo-Slavie joua la comédie de la grosse émotion, parce que : Todor Alexandroff, chef des comitadjis macédoniens, dont elle avait demandé l'extradition, avait participé au mouvement ; le professeur Malloff, autre chef des comitadjis, qui avait fait des incursions en Serbie à la tête de ses bandes, venait d'être nommé directeur du département politique des affaires étrangères par le président du Conseil, Tzankof ; mais cela n'était pas sérieux. La Roumanie reconnaissait le nouveau gouvernement et l'on apprenait, le 21 juin, que le roi Boris allait devenir le beau-frère du roi Alexandre de Yougo-Slavie, en épousant la princesse Iliëna de Roumanie.

Nous pouvons être heureux que les communistes n'aient pas participé à cette comédie qui commença le 8 juin pour se terminer le 14, avec le meurtre de l'homme d'Etat, Stamboulisky, ennemi de la classe ouvrière.

Le parti communiste, dans un appel adressé aux ouvriers et aux paysans de la Bulgarie, a précisé la situation en quelques mots. La conclusion qu'il donne s'impose par sa digne fermeté.

En voici quelques passages :

« Mais le gouvernement qui doit sa naissance à un putsch militaire ne fait que remplacer la dictature militaire et policière de la bourgeoisie paysanne par la dictature nouvelle de la bourgeoisie des villes et des anciens partis bourgeois. Les ouvriers et paysans ne doivent pas le soutenir non plus.

« Les masses laborieuses des villes et des campagnes